

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 72

p.a.f. 0,60 € - juin 2017

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Les travailleurs ont le pouvoir de changer le monde

Dans ce numéro:

1917 : quand la bourgeoisie trembla devant la révolution ouvrière

France: le président élu, la lutte des classes continue

De Cockerill à Publifin: les mêmes parasites à l'oeuvre

Trump: le chef du camp impérialiste en tournée

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Non aux centres fermés !

Le gouvernement a décidé de construire trois nouveaux centres fermés. Le but est de doubler les 600 places actuelles afin de pouvoir expulser plus de demandeurs d'asile déboutés.

Le gouvernement fait des milliards de cadeaux aux grands patrons, dépense des milliards pour bombardier le Moyen-Orient, et des dizaines de millions pour enfermer ceux d'entre nous, qui n'ont commis d'autre crime que de vouloir fuir la guerre et la misère !

Pour mettre fin à la barbarie de ce système, ce sont les actionnaires et les banquiers qu'il faut expulser !



Vers où allons-nous ?

La STIB organise des contrôles des tickets et des cartes d'identité sur son réseau à l'heure où les parents conduisent leurs enfants à l'école. Cette méthode permet à la police d'arrêter les parents et les enfants sans-papiers, en dépit du fait que la loi reconnaît une obligation scolaire pour tous les enfants avec ou sans papiers.

Les voyageurs qui assistent à ce spectacle affreux ressentent ce que beaucoup ont ressenti lorsque les autorités belges ont collaboré avec les nazis pendant la guerre pour arrêter les familles juives : un désespoir et un profond écoeurément... Mais heureusement il y a ceux qui se sont mis à résister...



Des enfants illégaux ? Un système illégitime !

La presse a évoqué le sort d'une jeune fille de 18 ans ayant reçu un ordre de quitter le territoire après 7 ans passés en Belgique, alors qu'elle a construit sa vie et sa scolarité ici. Et ce cas est loin d'être unique.

Des milliers de personnes sont sans papier en Belgique. Bien souvent après avoir reçu une réponse négative après des mois voire des années de procédure. Et s'ils ont des enfants, ceux-ci sont aussi déclarés illégaux, même nés et scolarisés ici.

Dans le système capitaliste, un être humain peut être illégal. Ça juge ce système et ce qu'il vaut pour l'humanité.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)

Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

1917 : quand la bourgeoisie trembla devant la révolution ouvrière

En 2014, on a célébré les 100 ans de la première Guerre mondiale. La presse célèbre beaucoup moins cette année l'anniversaire de la révolution russe de 1917, en plein dans cette première boucherie mondiale commencée 3 ans plus tôt, au cours de laquelle les puissances capitalistes se disputèrent leur butin colonial.

C'est par les ouvrières de Saint Pétersbourg qu'elle commença. En mars 1917, face au manque de pain, ne voulant plus voir leurs enfants mourir de faim et les hommes crever dans une boucherie absurde, elles se mirent à manifester pour le pain et pour la paix lors de la Journée internationale des femmes.

Elles furent rejointes par les ouvriers des usines et par les ouvriers et paysans en uniforme qui craignaient dans les casernes qu'on les envoie mourir au front. Les soldats refusèrent de tourner contre leurs frères en grève les armes que le Tsar leur avait données pour tuer leurs semblables au front. Des régiments entiers se joignirent à la révolte et en firent une révolution. Le Tsar dut abdiquer, ne trouvant aucun corps armé suffisamment fort et prêt à le défendre.

Les ouvriers, les soldats et paysans s'organisèrent en « soviets », le mot russe pour comité. Ils appliquaient en grand l'expérience acquise lors de la première révolution russe en 1905. Dans toutes les usines, les quartiers, les armées, les campagnes, des centaines de milliers de travailleurs, ouvriers et paysans, habitués à subir et obéir, apprenaient dans les soviets à décider eux-mêmes et à mettre en application leurs décisions.

Les travailleurs avaient chassé le Tsar et permis la naissance d'une république. Mais, inexpérimentés, ils laissèrent un gouvernement bourgeois se mettre en place. Ce gouvernement n'avait pourtant le pouvoir qu'à moitié. A l'usine, le soviét ouvrier avait plus d'autorité que le patron et, à l'armée, les ordres de l'Etat-major n'étaient exécutés qu'avec l'aval du soviét de soldats.

La bourgeoisie voulait continuer la guerre, les travailleurs, ouvriers et paysans en voulaient la fin. Ils voulaient mettre fin aux pénuries d'aliments dues à la guerre et aux spéculations, les paysans voulaient la terre et la fin de la domination des propriétaires fonciers. Ces riches à la tête d'immenses domaines refusaient toute concession.

Ces revendications sociales et ce double pouvoir, la bourgeoisie ne pouvait les tolérer. Se cachant derrière des discours socialistes pour mieux tromper les travailleurs, elle cherchait à constituer une force armée pour écraser les travailleurs révolutionnaires, récupérer le contrôle sur les usines, réprimer les paysans et réinstaurer la discipline dans l'armée.

Il n'y avait que deux issues possibles à cette situation: soit la victoire complète du camp bourgeois au prix d'une répression sanglante, soit la victoire de la révolution des ouvriers et des paysans. Dans cette épreuve de force, le

seul parti qui resta du côté des travailleurs jusqu'au bout fut le parti bolchevique de Lénine et Trotski qui lança les mots d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » et « la paix, le terre, le pain ».

Entre février et octobre 1917, les travailleurs apprirent à se méfier des gouvernements bourgeois, tout en prenant confiance dans leurs propres capacités. Car tout ce qui fonctionnait encore, c'étaient les travailleurs et leurs soviets qui l'avaient organisé : du ravitaillement des villes jusqu'à la défense de la nouvelle république contre le rétablissement de l'ancien pouvoir de domination des riches.

Au front, les révolutionnaires fraternisaient avec les soldats dans les tranchées d'en face. Ils avaient compris que c'était leurs frères de classe et non plus des ennemis. Quand les soviets prirent tout le pouvoir en octobre 1917, ce fut un appel à la révolution mondiale, entendu par des travailleurs du monde entier. La révolution gagna la Finlande, la Hongrie et en 1918, l'Allemagne où se formèrent également des conseils ouvriers et de soldats. Dans tous les pays du monde, dans les colonies, au Moyen Orient, en Asie, jusqu'au aux Etats-Unis, des travailleurs et des jeunes joignirent l'Internationale communiste pour se préparer à renverser le capitalisme.

La révolution des travailleurs en Allemagne fit abdiquer l'empereur. Mais le parti social-démocrate réussit à tromper, trahir puis réprimer cette révolution pour sauver le pouvoir de la bourgeoisie. Il avait manqué un parti ouvrier compétent et déterminé pour que les travailleurs puissent vaincre la bourgeoisie.

La Russie restait isolée. Dans ce pays le moins développé d'Europe, encore très majoritairement paysan, le pouvoir révolutionnaire dut affronter d'immenses difficultés économiques. Et c'est dans un contexte de pénurie généralisée que se forma une caste privilégiée de bureaucrates dont Staline devint le représentant. Staline instaura sa dictature qu'il continua d'appeler communiste, bien qu'il ait fait assassiner tous ceux qui avaient dirigé la révolution de 1917. Pour protéger le pouvoir de la bureaucratie, Staline trahit la révolution de 1927 en Chine, puis celle de 1936 en Espagne.

La bourgeoisie mondiale nourrit une haine sans fin contre cette révolution qui fit osciller sa domination sur le monde en 1917. Mais face à la nouvelle catastrophe dans laquelle le capitalisme est en train de mener l'humanité, les exploités d'aujourd'hui ont toutes les raisons de se souvenir et de renouer avec les perspectives révolutionnaires ouvertes en 1917 en Russie !

Au début du 20ème siècle, la classe ouvrière constituait encore une petite minorité de l'humanité. Pourtant, elle a su ébranler le pouvoir capitaliste. Les milliards d'ouvriers du capitalisme du 21ème sauront le renverser !

Attaques plein temps contre crédit-temps

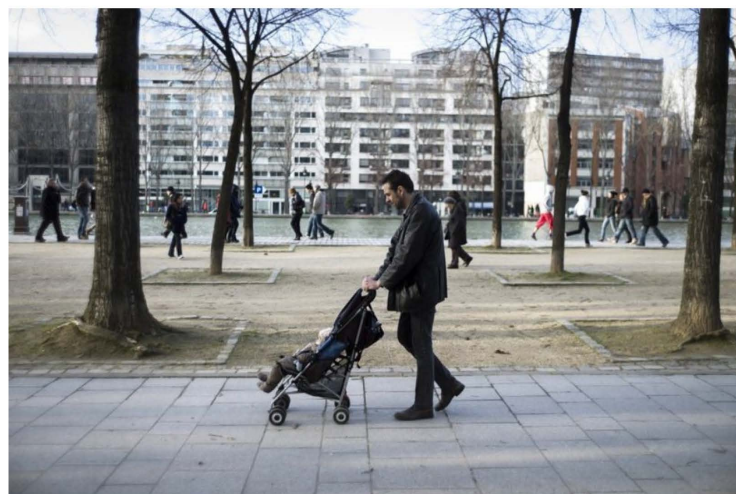
Instauré en 2002 en Belgique, à la suite du Traité de Lisbonne visant à augmenter la durée de la carrière professionnelle moyennant certains aménagements pour les salariés, le crédit-temps n'a jamais eu comme vocation d'être une véritable réduction de la durée du travail. Néanmoins, de nombreux travailleurs ont saisi cette opportunité de se libérer, un peu, du travail et de sa pression pour se consacrer à ce qu'ils aiment : leur famille, leurs enfants, leurs passions. Entre 2002 et 2012, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont choisi ce régime, démontrant à l'évidence que ce type de mesure répondait à un large besoin.

Mais, dès 2012, la réforme des pensions du gouvernement Di Rupo a réduit la prise en compte des périodes de crédits-temps pour le calcul de la pension. A partir de 2015, le gouvernement Michel a pris le relais dans la mise en cause du système des crédits-temps pour aboutir à la suppression des congés « sans motifs » en janvier 2016. Les congés « avec motifs » (soins d'un proche, ...) ou « thématiques » (congé parental,...), utilisés un temps pour faire avaler la pilule des attaques contre le crédit-temps, sont aujourd'hui la cible de nouvelles mesures d'austérité. Ce 31 mars, le gouvernement Michel a décidé de réduire le montant des allocations de compensation : une baisse de 80 € par mois pour une interruption à temps-plein, 40€ pour une interruption à mi-temps. Le crédit-temps pour les travailleurs âgés lui, diminuera de 140 € pour un congé pour soins à mi-temps.

Dans leurs mesures d'austérité, les gouvernements poussent le cynisme jusqu'à baisser les revenus précisément aux catégories qui sont dans le besoin, comme lorsqu'ils doivent s'occuper de leur santé ou de celle d'un proche !

Bien entendu, ces attaques continueront, jusqu'à vider le régime du crédit-temps de tout contenu. Le discours du ministre fédéral de l'emploi, Kris Peeters (CD&V) sur « le travail faisable » est... un discours, et rien de plus.

Il n'y a qu'une mesure qui rendra le travail faisable et vivable : c'est de le répartir entre tous, sans perte de salaire. Travailler moins pour gagner plus ! Mais pour ça, il ne faut plus laisser faire les politiciens et se préparer à l'imposer par la lutte !



Apple échappe à l'impôt à tous les coups

Le géant Apple, grâce entre autres au succès de son iPhone, possède un matelas financier de 257 milliards de dollars - l'équivalent du PIB annuel du Chili ou de la Finlande - stockés pour l'essentiel en Irlande, afin d'échapper au fisc américain. Que faire de tout cet argent ? Les dirigeants de ce groupe ont au moins deux projets en tête, tout aussi inutiles socialement l'un que l'autre : racheter leurs propres actions, pour faire grimper le titre en bourse, et augmenter l'enveloppe des dividendes distribués aux actionnaires - déjà l'une des plus élevées au monde : 12 milliards de dollars par an.

Ce trésor permet à Apple d'exercer, de concert avec d'autres multinationales, un chantage sur le gouvernement américain : soit nous continuons à accumuler des fortunes gigantesques dans les paradis fiscaux, soit vous baissez énormément l'impôt sur les bénéfices. Ce que Trump a dans ses intentions. Il envisage en effet de les diminuer les faisant passer de 35 à 15%...



Sous le capitalisme, le travail rend malade

Une étude réalisée par Securex sur les causes des absences des travailleurs du secteur privé montre que le chiffre des absences de longue durée ne cesse d'augmenter.

En quinze ans, le pourcentage de maladie de longue durée a triplé. Les problèmes psychosociaux et les troubles musculaires et articulaires sont les principales causes d'absence. Le nombre de jours de maladie ayant une cause psychosociale a enregistré une hausse de 27% en cinq ans alors que les chiffres des troubles musculaires restent stables.

Pas besoin d'avoir fait d'études de médecine ou de psychologie pour comprendre ces chiffres : la soif de profit des patrons, l'augmentation de la productivité au nom de la compétitivité, voilà les causes de ces maladies.

Le remède : les luttes collectives des travailleurs pour imposer l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous !

Les cheminots veulent le service maximum

L'avant-projet de loi de François Bellot, ministre de la mobilité, instaurant un service minimum en cas de grève à la SNCB a été approuvé par le gouvernement: obligation d'annoncer toute grève 8 jours à l'avance, tout autre arrêt serait suivi d'une sanction disciplinaire.

Cela alors que la SNCB prévoit des économies énormes, qu'il est question de supprimer des accompagnateurs de train, de fermer des guichets, d'allonger encore le temps de travail des conducteurs, tout en augmentant les prix des titres de transport...



La direction de la SNCB veut notamment supprimer les accompagnateurs sur certains trains.

C'est clair : le gouvernement et la direction de la SNCB restreignent le droit de grève pour pouvoir aller vers le service nul !

Demander du lait à un bouc

2 000 militants FGTB sont venus au rassemblement du 19 mai pour « appeler le gouvernement Michel à changer de cap : des bons emplois pour tout le monde, un meilleur pouvoir d'achat et une fiscalité équitable. » Un rassemblement lancé par la direction de la FGTB pour occuper les militants, pour faire quelque chose... sans rien faire.

Ce « changement de cap » impliquerait que le gouvernement Michel contraindrait les actionnaires des entreprises à lâcher une partie de leurs profits pour les salaires et pour le bien de la collectivité. C'est évident qu'il ne suffira pas de le demander gentiment. Demander cela au gouvernement revient à demander du lait à un bouc.

Il n'y a que les travailleurs, par leurs luttes collectives et conscientes, qui peuvent créer un rapport de force qui contraindrait la classe capitaliste à reculer. Car ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses et sont donc à la base des profits patronaux. Mais ce n'est pas du tout dans ce sens que vont les directions syndicales.



Beaucoup de rouge pour faire semblant.

Audi / VW

Mauvais calcul

La direction a tellement insisté pour nous faire faire des journées de 9 heures que vendredi dernier, elle s'est retrouvée avec un arrêt bien suivi sur les bras.

Au lieu de nous faire travailler plus, elle s'est vu perdre des heures de production. Il n'a même pas fallu 5 heures pour qu'ils viennent promettre de chercher une autre solution.

Bulletin Audi du 8 mai 2017



Le DRH s'engage devant les travailleurs

Leurs problèmes et les nôtres

Il y a des travaux à faire pour le nouveau modèle, une commande à finir pour l'ancien, nous dit-on. Mais ce ne sont pas les ouvriers qui prennent les décisions dans cette usine. Pourquoi alors, ce serait à nous d'éponger les pots cassés quand les gens qui sont payés pour décider ne prennent pas les bonnes décisions ?

S'ils sont pressés, qu'ils embauchent !

Bulletin Audi du 8 mai 2017

Parole de patron

L'engagement de la direction à renoncer aux 9 heures n'a même pas tenu 9 heures. Pendant deux semaines, elle a continué à harceler les syndicats pour les faire accepter. En fin de compte, ce sont 8,5 heures, une semaine sur deux. En tout cas, cela prouve une fois de plus qu'on ne peut pas faire confiance à une promesse patronale.

Bulletin Audi du 22 mai 2017

La grève a payé

L'arrêt de travail il y a deux semaines à pourtant payé. Pour obtenir ce surtravail, la direction promet, entre autres, une récupération à 200% et d'avancer de 6 mois la signature du CDI de 78 intérimaires. C'est un début, même s'il vaut mieux surveiller ces promesses vu ce que valent les promesses patronales. Mais cela montre le chemin pour imposer plus d'embauches. Car l'embauche de personnel est quand même la seule vraie solution pour augmenter la production sans faire des samedis et des heures pas possibles à des rythmes pas possibles.

Bulletin Audi du 22 mai 2017

De Cockerill à Publifin, les mêmes parasites à l'œuvre

En janvier 2017, trois « administrateurs indépendants » de Nethys défendaient le niveau extrêmement élevé des salaires des dirigeants de la société publique Publifin et de sa filiale Nethys : « il est clair que Nethys rejoindrait le Bel 20 si la société devait être un jour cotée en Bourse. (...) Autrement dit, cela signifie que les rémunérations seraient elles aussi à aligner sur celles en vigueur dans les sociétés du Bel 20 ». C'est ce que déclarait un certain Philippe Delaunois sur le plateau de la RTBF.

Philippe Delaunois était directeur général, puis administrateur délégué de Cockerill Sambre à l'époque du « Plan Gandois » des années 80-90 qui a supprimé près de 11 000 des 22 000 emplois dans la sidérurgie. Des deux autres administrateurs soi-disant « indépendants », Pierre Meyer était son bras droit à l'époque et Diego Aquilina s'occupait de la rémunération des dirigeants et des astuces pour contourner le fisc.

Ce « savoir-faire » de Diego Aquilina est à la base de la société AGM qu'il a fondée en 2004 et à laquelle Philippe Delaunois et Pierre Meyers se sont associés. Et c'est cette société AGM qui verse les salaires mirobolants des dirigeants de Nethys.

Effectivement, Nethys ne payait pas directement ses administrateurs, mais versait 300 000 euros par mois à AGM qui les reversait aux administrateurs. Pour ce « service », AGM se faisait payer 17.000 euros par an. Ainsi au sein de Nethys, personne n'avait de vue sur la rémunération des administrateurs.

Comme on le voit, les trois administrateurs de Nethys ne sont donc pas si « indépendants » que ça.

Ces gens font d'ailleurs si peu la différence entre l'argent public et l'argent privé (ils considèrent que les deux leur appartiennent) que Pierre Meyers est actionnaire d'une société au Congo, dont Elicio, une filiale de Nethys, est l'actionnaire principal.

Ces prétendus « administrateurs indépendants » qui osent se présenter en garants de la « bonne gouvernance » sont de bons représentants du capitalisme qui pille les caisses publiques depuis des décennies.



Ainsi, le « plan Gandois » pour la sidérurgie, dans lequel le trio a acquis ses galons, a consisté en une gigantesque mainmise des capitalistes sur l'argent public. A l'époque, la grande bourgeoisie qui s'était enrichie sur des générations de travailleurs des mines et de l'acier commençait à se détourner de l'industrie lourde. Suite à la crise de 1974, cette industrie lourde rapportait beaucoup moins que les placements boursiers.

L'État, et notamment la Région wallonne, ont racheté ces sociétés largement au-dessus de leur cours. Les actionnaires ont pu retirer leurs capitaux en y gagnant. Pendant que les anciens actionnaires s'enrichissaient à la Bourse, l'État licenciat et modernisait les usines avec l'argent public.

Des milliards d'euros ont arrosé la bourgeoisie dans les années 1980-1990 au nom du sauvetage de la sidérurgie, pendant que des milliers de travailleurs perdaient leur emploi et que les bassins industriels s'enfonçaient dans le chômage.

A cette époque-là, il y avait une autre société qui se faisait payer pour un service : la société Frère Bourgeois d'Albert Frère. Elle se chargeait notamment de trouver des débouchés pour l'acier belge dans les pays de l'Est.

C'est cette même société qui chapeauta la fusion des bassins de Liège et Charleroi en une seule société, détenue à 95% par la Région wallonne, à 5% par la société de Frère. La Région wallonne prenait en charge les investissements et finit par racheter les parts de Frère en 1985. Albert Frère réussit ainsi à accumuler une des plus grandes fortunes de Belgique et même à accéder à la liste Forbes des plus grandes fortunes du monde.

Parasiter les fonds publics au profit des grandes fortunes, voilà un des symptômes de la sénilité du système capitaliste.

Publifin : le ras-le-bol des travailleurs

Les 23 et 24 mai dernier, 450 travailleurs de Publifin ont fait grève. Comme dans toutes les entreprises, les sacrifices imposés aux travailleurs ces dernières années ont été nombreux : pas d'augmentation barémique, suppression de primes, suppression de l'assurance hospitalisation pour les pensionnés... Depuis des années, dans la bouche de la direction c'est la même rengaine: il n'y a pas d'argent.

Mais les révélations de ces derniers mois ont montré que de l'argent, il y en avait... pour rémunérer les dirigeants.

Les travailleurs de Publifin ont bien des raisons d'être en colère. Et il n'y a pas qu'eux. Car ce qui se passe chez Publifin, n'est-ce pas ce qui se passe partout? Pour les salaires des travailleurs, il n'y a jamais d'argent, pour la rémunération des actionnaires, toujours. Il faut que ça change !

Les élections passées, la lutte des classes continue

Emmanuel Macron a largement emporté l'élection présidentielle.

L'importance des abstentions et le nombre élevé des votes blancs et nuls ont cependant montré qu'une partie importante de l'électorat, notamment dans les quartiers populaires, a refusé le choix entre la millionnaire d'extrême droite et le larbin des banquiers.

Ce n'est pas parce que Le Pen n'a pas été élue que le danger que représente l'extrême-droite a disparu, et il n'y a aucune raison d'être soulagés. Car la politique anti-ouvrière des prochains gouvernements fera encore monter le chômage et la misère qui alimentent le vote Le Pen.

La classe capitaliste va continuer à vouloir maintenir ses profits au détriment du monde du travail. Dans le contexte de la crise d'un système capitaliste arrivé au bout du rouleau, intensifier l'exploitation, c'est la seule manière pour la classe qui possède les entreprises et les banques de continuer à s'enrichir.

Les licenciements ne vont pas cesser, y compris dans les entreprises qui font des profits, comme BNP Paribas, Whirlpool ou Engie, pour ne citer que ces exemples-là. Et pour les travailleurs qui ont encore un travail, le patronat réserve des rythmes de travail de plus en plus durs, la flexibilité et la précarité à outrance, et pour beaucoup une vieillesse dans la pauvreté.

Avec Macron, la classe capitaliste a un fidèle serviteur à la tête de l'État. Alors qu'il n'était « que » ministre, il a déjà fait ses preuves avec la loi « Macron » qui a étendu

le travail du dimanche, et il a inspiré la loi « travail » d'El Khomri qui permet, entre autres, des semaines de travail de 60 heures et des licenciements plus faciles. Une loi que le gouvernement belge s'est empressé de copier avec la « loi du travail faisable » de Kris Peeters.

Voilà comment les capitalistes et les Macron à leur service veulent l'Europe : elle doit être, tout comme les États nationaux, l'instrument de leur domination pour leur permettre d'exploiter l'ensemble de la population. C'est cela aussi qui renforce les courants nationalistes qui prospèrent en Europe et prêchent le repli derrière les frontières nationales. Mais les travailleurs ne seraient pas plus protégés de l'exploitation par les patrons, les actionnaires et les banques derrière les frontières nationales qu'ils ne le sont en Europe. La seule protection des travailleurs, c'est leurs luttes collectives. Et moins il y a de frontières, mieux les luttes des travailleurs commencées dans un pays s'étendront à d'autres.

En France comme ailleurs, si les patrons et les gouvernements ne sont pas obligés de reculer devant la mobilisation des travailleurs pour mettre fin au chômage et augmenter les salaires, ce seront les Le Pen de toute sortes qui seront renforcés.

Les partis socialiste et stalinien ont une lourde responsabilité dans la perte de repères politiques et la résignation actuelle des travailleurs. Depuis 1914 pour les partis socialistes, depuis les années 30 pour les partis staliniens qui se disaient communistes, ils ont tourné

le dos à la perspective de mettre fin au capitalisme en changeant la société par les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière. Depuis longtemps, ils se sont transformés en gardiens du système capitaliste, prêchant la soumission aux lois de la concurrence et du profit, faisant croire qu'il suffit de « bien voter » et semant les idées nationalistes sur lesquelles les Le Pen de tous les pays peuvent surfer pour tromper les travailleurs et les dresser les uns contre les autres.

Mais il n'y a pas de solution dans le capitalisme pour les exploités de ce système.

Les travailleurs doivent se préparer à défendre leurs intérêts contre la classe patronale qui n'a comme seul but que d'agrandir ses profits quelles qu'en soient les conséquences.

Alors, pour résoudre le problème du chômage, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Oui, cela coûtera de l'argent aux patrons et aux actionnaires. Mais il n'y a aucune justification humaine à ce que cette minorité d'exploiteurs continuent à priver les travailleurs de leur salaire et à raboter leur pension.

Avec ou sans travail, né ici ou ailleurs, ouvrier ou employé, intérimaire ou CDI, travaillant dans le public ou dans le privé, tous ceux qui n'exploitent personne ont besoin d'un salaire pour vivre, et c'est en ne comptant que sur eux-mêmes, sur leurs propres forces d'organisation et de mobilisation que les travailleurs feront reculer les exploités et les idées qui les servent !

Le chef du camp impérialiste en tournée

Trump au Moyen-Orient: l'incendiaire en chef

Avant d'arriver à Bruxelles, Trump était en tournée au Moyen-Orient pour raffermir le soutien des États-Unis à Israël et à l'Arabie saoudite, ses alliés régionaux. Il a dénoncé l'Iran, Daech, le terrorisme et le fondamentalisme islamique.

Sauf que c'est un ami des islamistes intégristes qui sont au pouvoir en Arabie saoudite, pays dans lequel les femmes sont privées de tous droits, où l'on peut être fouetté à mort pour adultère ou homosexualité. Il n'est pas gêné que cette Arabie saoudite soutienne et finance divers groupes islamistes. Il ne l'est pas, non plus, par l'oppression que l'État israélien fait subir aux Palestiniens.

Ce sont les puissances impérialistes, dont Trump est le principal représentant, qui alimentent le terrorisme et la guerre. Et les victimes ne sont pas seulement au Moyen-Orient. Elles sont aussi en Europe, comme l'attentat à Manchester vient de le montrer. On n'enrayera pas ce terrorisme sans combattre la domination des impérialistes sur le monde.

Un petit pays résolument dans le camp impérialiste

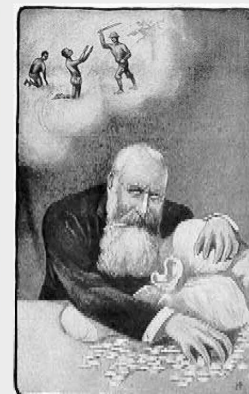
Le doigt sur la couture du pantalon, Charles Michel a réitéré devant Trump et l'Otan l'engagement de l'Etat belge d'augmenter les dépenses militaires. Car la Belgique veut rester un « partenaire fiable » des pilleurs du pétrole du Moyen Orient, des richesses de l'Ukraine, des minerais africains, de la main d'œuvre asiatique...

Michel est ainsi fidèle aux traditions impérialistes belges, inaugurées par Leopold II en son temps, qui disait, quand il s'apprêtait à piller l'ivoire et le caoutchouc du Congo : « je ne voudrais pas (...) laisser échapper une bonne occasion de nous procurer une part de ce magnifique gâteau (...) ».

Pour ce magnifique gâteau, les pays impérialistes ont déclenché d'innombrables guerres coloniales, infligé des souffrances sans nom aux populations, et deux guerres mondiales. Il est temps de mettre fin à leurs agissements et de rendre le gâteau à l'ensemble de l'humanité !



De Leopold II à Charles Michel: la continuité impérialiste

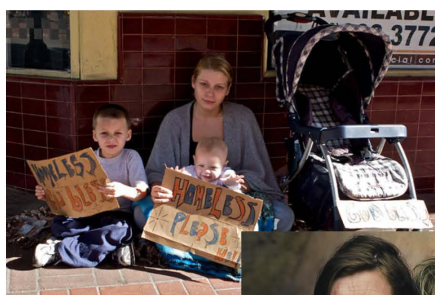


Trump en guerre contre les plus démunis

Pendant qu'au sommet de l'Otan, Trump se posait en chef de guerre contre le terrorisme, son gouvernement annonçait un projet de budget, véritable déclaration de guerre contre les plus pauvres de son pays. Les budgets consacrés à l'aide alimentaire, les aides aux handicapés ou à l'éducation seraient purement et simplement supprimés, celui des aides médicales diminué. Aux États-Unis où près d'une personne sur sept a droit aux bons alimentaires, le projet de Trump va enfoncer un peu plus des dizaines de millions de personnes.

Trump justifie ces mauvais coups en insultant ceux qui touchent ces aides qui, à l'entendre, ne voudraient pas travailler. Mais les vrais, les seuls

parasites sont ceux qui vont bénéficier de ses cadeaux fiscaux. Les coupes faites sur le dos des travailleurs serviront à financer les baisses d'impôts pour les plus riches.



Après la crise des "subprimes".

Pendant la Grande Dépression des années 30



Pas de service minimum en cas de visite de président américain

Lors de la visite de Trump, Bruxelles était une ville assiégée : des larges parts de la ville fermée à la circulation, même aux vélos, stations de métro fermées, jusqu'à l'interruption de certaines lignes de trains.

Et aucun politicien de hurler au service minimum. Mais c'est vrai : un président des États-Unis et des grévistes, ça n'a rien en commun, heureusement.